

Attention à la rechute!

La crise financière est la conséquence d'un dysfonctionnement profond de l'économie

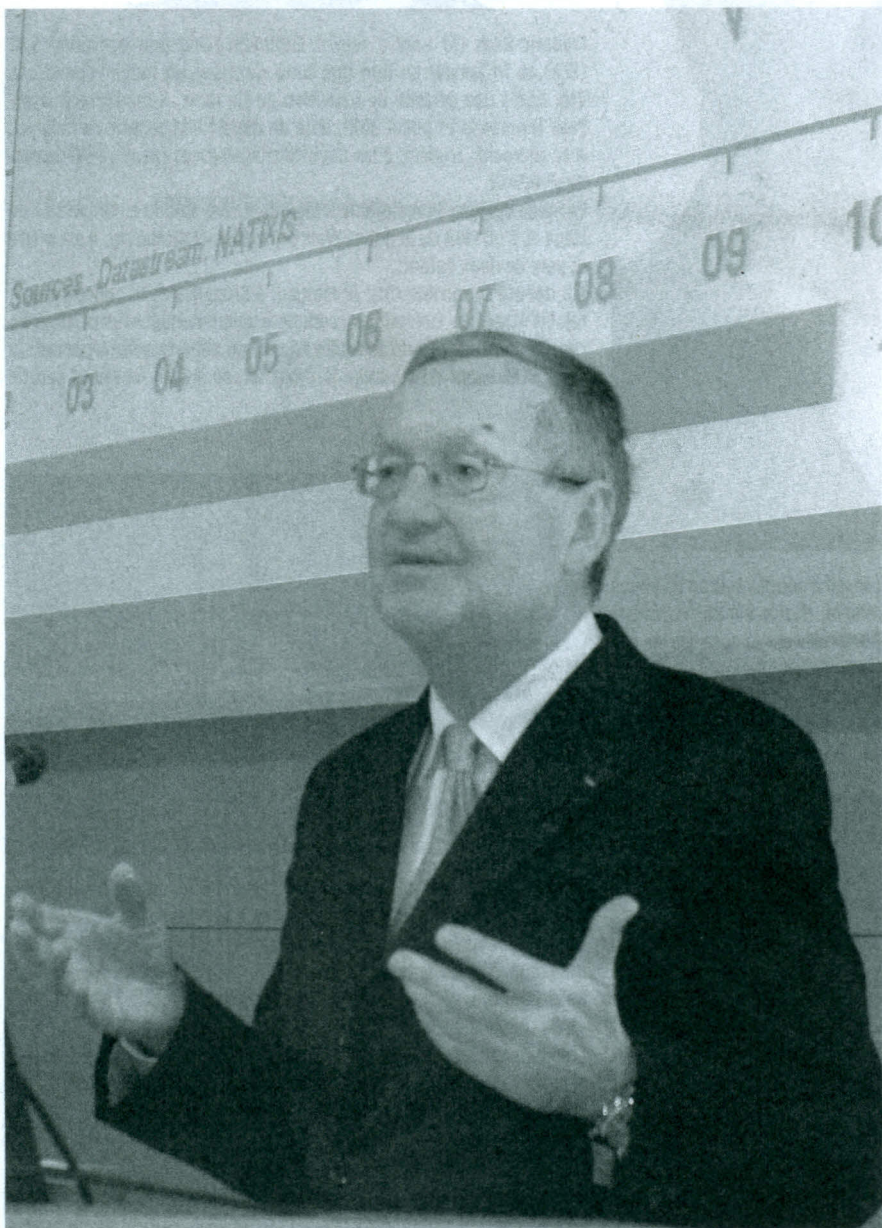
Invité d'honneur des récentes «Journées de l'économie» organisées à Luxembourg, Patrick Artus, le chef économiste de la banque Natixis, a insisté sur la nécessité de s'engager dans une démarche de réindustrialisation, notamment en Europe.

MARC FASSONE ET FABRICE BARBIAN

L'analyse de Patrick Artus est basée sur un postulat: la crise que nous avons vécue n'était pas une crise financière. La partie financière n'était que la conséquence d'une crise plus profonde de l'économie réelle. Et l'orateur de tancer au passage la tentative de régulation de la sphère financière qui laisse de côté - volontairement? - les problèmes structurels de nos économies. Alors que les gouvernements «devraient, au contraire, avoir le courage de dire la vérité aux Européens», pour reprendre l'intitulé de l'une des notes «Flash Economie» qu'il a rédigées fin 2009, pour Natixis, et dans laquelle il dénonce les histoires racontées aux peuples pour entretenir l'espoir d'une reprise rapide de la croissance et de l'emploi.

Là est son credo: même si aujourd'hui règne un sentiment d'apaisement, de soulagement - «on se contente de oeuv» -, les causes structurelles de la crise sont toujours présentes. Et pour Patrick Artus, la désindustrialisation est au cœur du dysfonctionnement. Au-delà de la suppression et de la substitution d'emplois (de l'industrie vers les services domestiques), elle a pesé sur le taux d'endettement des ménages. Ménages auxquels on a donné du crédit pour compenser la perte de revenus due à cette désindustrialisation.

Mais cette béquille ne servira plus. C'est fini. On ne peut pas redémarrer ce crédit. Troisième problème: évolution actuelle qui fait que les salariés sont écartés du partage des revenus. Ce qui a, au-delà de l'impact lié à la cohésion sociale, pour effet de faire baisser la demande. «Les gouvernements doivent se pencher sur cette question», prévient l'orateur. Sans donner de solutions précises quant aux voies à emprunter... Deux autres problèmes vont également peser dans les mois prochains: le renchérissement des matières premières et le niveau des déficits publics. Quoique, sur ce dernier point, Patrick Artus s'interroge sur la nécessité d'aller aussi vite «alors qu'il n'y a aucune difficulté de financement. Les entreprises et les ménages n'empruntent pas, il n'y a que les États



Patrick Artus: «Si chacun fait des politiques pour soi, des politiques protectionnistes et pratique la manipulation des changes, on n'arrivera à rien»

pour utiliser les abondants capitaux disponibles».

RÉINDUSTRIALISER

Pour sortir de l'ornière, il convient de mettre en place un système coopératif, énonce l'économiste. «La priorité centrale doit être la réindustrialisation. Ce qui passe par une coopération accrue, car nos problèmes structurels ne peuvent être résolus séparément. Si chacun fait des politiques pour soi, des politiques protectionnistes, et pratique la manipulation des changes, on n'arrivera à rien. Il faut une coopération internationale plus forte.» Et cela même si cette réindustrialisation (notamment européenne) qui repose sur

l'innovation, les nouvelles technologies ou les énergies renouvelables et a pour ambition de créer de nouveaux emplois (sans pour autant être en mesure de compenser ceux détruits) s'annonce particulièrement difficile compte tenu des écarts de croissance et des coûts de production avec les pays émergents. L'évolution de la fiscalité s'avère dès lors, aussi, incontournable pour limiter les «tentations» de délocalisations.

Présent lors des Journées de l'économie organisées par le ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, la Chambre de commerce du Luxembourg, la Fedil, Business Federation Luxembourg, avec la collaboration de Price-

waterhouseCoopers, Jeannot Krecké a rebondi sur l'exposé de Patrick Artus et a dit partager les vues de l'expert: «Tout le monde attend le retour de la croissance, un retour qui réglera tous nos problèmes. Mais je n'y crois pas. La croissance financée par le gouvernement, avec des taux d'intérêts, des coûts de l'énergie et une inflation à de très bas niveaux, c'est fini.»

«Les faiblesses structurelles de notre économie, oubliées depuis des années, réapparaissent», a ajouté le ministre. Patrick Artus a dû apprécier la franchise.

Cela dit, si ses analyses ont de quoi inquiéter, les résultats de Natixis prouvent aussi que Patrick Artus se trompe, parfois.